

Les ventes de biens canadiens aux États-Unis, en dépit de la valeur censément trop élevée de notre dollar, se maintiennent à 91,1 milliards de dollars. Et oui, l'excédent de la balance commerciale en notre faveur est de 6 milliards.

Notre politique fonctionne et je répète, je répète, je répète que nous allons continuer dans cette voie, car c'est la bonne.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, les XVIe Jeux olympiques d'hiver sont terminés. Les Canadiens peuvent être fiers de la façon dont leurs athlètes ont représenté leur pays à Albertville.

La performance du Canada aux jeux a égalé son record antérieur de sept médailles établi lors des Jeux olympiques de 1932 à Lake Placid. Les athlètes canadiens ont également remporté des médailles d'or, d'argent et de bronze dans trois sports de démonstration.

Pour ce qui est de la performance individuelle, 21 de nos athlètes se sont classés parmi les huit premiers dans leur sport, tandis que le Canada a terminé huitième sur 64 pays qui ont participé aux jeux d'Albertville.

La persévérance et le travail acharné de tous nos athlètes ont permis d'atteindre des résultats dont le milieu du sport amateur au Canada pourra s'inspirer en prévision de 1994, lorsque, encore une fois, nos athlètes envahiront les collines et les patinoires de Lillehammer, en Norvège, pour les XVIIe Jeux olympiques d'hiver.

Nous félicitons de leur bon travail tous nos athlètes olympiques qui ont représenté leur pays dans un réel esprit de compétition internationale et de camaraderie.

* * *

[Français]

LES DÉPENSES DES DÉPUTÉS

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, lors de sa réunion du 12 février 1992, le Bureau de régie interne a décidé qu'il serait opportun pour les députés de la Chambre des communes de prendre les mesures qui vont dans le sens de l'initiative gouvernementale, c'est-à-dire un gel des dépenses pour les mois de février et mars s'appliquant à la gestion de leurs propres budgets.

La Chambre des communes prévoit une réduction des dépenses de l'ordre de 2,2 millions de dollars. Le Bureau de la régie devrait prendre d'autres initiatives comme celle que je préconise depuis plusieurs mois, soit de restreindre le nombre de députés, sénateurs et fonctionnaires dans les délégations parlementaires à l'étranger et de leur demander de nous rendre compte individuellement de leurs voyages, tel que je l'ai suggéré à la réunion

Article 31 du Règlement

du Comité permanent des comptes publics du 4 février dernier.

* * *

[Traduction]

LA CRIMINALITÉ CHEZ LES JEUNES

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais informer la Chambre des communes et en particulier la ministre de la Justice que des réunions communautaires ont eu lieu récemment dans la circonscription que je représente sur les crimes commis par des jeunes et sur l'activité des bandes de voyous.

Une réunion s'est tenue à l'école secondaire sir Frederick Banting de Coquitlam, en Colombie-Britannique. Dans cette collectivité, les parents s'inquiètent de la hausse de la criminalité chez les jeunes et de la violence commise par des bandes de voyous au Canada, ainsi que du fait que bien des victimes et des témoins de ces crimes ont trop peur pour porter plainte.

Ces gens demandent à la ministre de la Justice de s'attaquer immédiatement à la hausse de la criminalité chez les jeunes. Ils exigent que l'on prenne des mesures à l'égard des bandes de voyous avant que le Canada ne commence à éprouver les problèmes qui se manifestent aux États-Unis.

Ils veulent que l'on protège les victimes et les témoins des crimes commis par des bandes de voyous. Selon eux, la population devrait être mieux renseignée sur les crimes commis par des jeunes et sur les activités poursuivies par des bandes de voyous dans les collectivités au Canada. Ils veulent que les tribunaux de la jeunesse imposent des peines plus sévères aux jeunes contrevenants. Ils attendent un meilleur contrôle des armes à feu. Enfin, ils veulent que la Loi sur les jeunes contrevenants soit révisée, afin de prévoir les ressources appropriées permettant d'arrêter ces jeunes avant qu'il ne soit trop tard.

Ce sont d'excellentes suggestions, monsieur le Président, et j'espère que la ministre de la Justice est à l'écoute.

* * *

L'ÉCONOMIE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, quoique les temps soient difficiles pour tous les Canadiens, les derniers chiffres démontrent que la situation financière de la Colombie-Britannique continue de s'améliorer. Selon l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, la baisse du produit intérieur brut a été moitié moins forte en Colombie-Britannique que dans le reste du Canada en 1991. En outre, elle applaudit à la hausse du taux de l'emploi dans cette province qui était de 1,2 p. 100 en 1991.